

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 223 du 21 avril 2025

AMCOR CAPSULES (CHALON SUR SAÔNE) : MOBILISATION DES SALARIÉS POUR LA DÉFENSE DE LEUR POUVOIR D'ACHAT !

Dans le cadre des négociations salariales annuelles, les salariés du site d'Amcor Chalon ont débrayé une journée. Les représentants CGT du personnel ont proposé une augmentation générale des salaires de 10% avec un talon de 200 €, à compter du 1er janvier 2025, une hausse 10% minimum avec une harmonisation des primes de transport ainsi que le doublement de la prime de transport pour les salariés qui se déplaçant à vélo et vélo électrique ou trottinette électrique ou encore la mise en place d'une prime de 3€ pour ceux qui ont un déplacement à partir de 0 Kilomètre. Parallèlement, les représentants du personnel ont demandé l'application de l'accord de 2008 sur le quatrième jour d'ancienneté pour les salariés de 30 ans d'ancienneté. D'autres sujets sont également au cœur des négociations annuelles tels que la prime de paniers de jours à 8 euros, la hausse de la majoration de nuit de 5% ou encore une hausse du chèque vacances de 50 euros pour ne citer que ces revendications.

APPEL A LA MOBILISATION DE TOUS LES SYNDICATS DU B.T.P LE LUNDI 28 AVRIL !

Les décideurs français favorisent de pratiquer une prévention qui fait uniquement focus sur le comportement des salariés les plus exposées. En omettant sciemment notre subordination stricte sous la chaîne de commandement qui nous impose les risques à prendre. En cas de velléité du salarié ? Le *blacklistage* auprès de la direction est systématique.

Qui a dit « collaborateur » ?

Prévention dans l'Industrie de l'acte de construire, qui a permis la mise en place de formes managériales basées uniquement sur la domination, l'égoïsme d'incompétents qui se félicitent des risques Organisationnels et managériaux ainsi créés. À cela, nous ajoutons :

-211 morts en 2023 dans le BTP en France.

-Des Maladies Professionnelles 63% plus fréquentes que dans les autres secteurs. Gouvernement et patronat, main dans la main, pour plus de fric par « *le quoiqu'il en coûte* » du sang versé par les plus humbles !

Camarades, salariés, le 28 Avril est notre journée ! Pour nos potes tombés au champ d'honneur du travail afin d'assouvir les besoins fondamentaux de notre pays en construction et autres voies de communications. Sans aucune reconnaissance mais également sans aucune réparation pour les victimes dorénavant handicapées. Et que dire pour ces familles dévastées par la disparition définitive d'un des leurs et dont la première revendication est le paiement des obsèques par l'entreprise ! La FRANCE n'en est que là !

Et à la question adressée vers tous les employeurs du BTP rencontrés : « Quelle stratégie envisagez-vous afin d'amener les salariés en production chantier et atelier jusqu'à 64 ans en bonne santé ? » Réponse : « Vous savez bien que nous ne savons pas faire ! » Réponse unanime.

Aucun employeur n'a pu nous présenter quelle que stratégie que ce soit...

CHEMINOTS : APPEL À LA GRÈVE POUR LE PONT DU 8-MAI : "LE MOMENT EST VENU D'ENGAGER LA BATAILLE SUR LA REVALORISATION DES SALAIRES" !

"La grève s'annonce puissante dans les deux corps de métiers que sont la conduite et le contrôle", avance Axel Persson, agent de conduite et secrétaire général du syndicat CGT des cheminots de Trappes et Rambouillet.

"Ce qui fait accord entre la CGT et Sud Rail, c'est que la bataille va débiter le 5 mai. Ce qui fait l'unanimité au sein des cheminots de la conduite ainsi que ceux du contrôle, c'est que le moment est venu d'engager la bataille sur la revalorisation des salaires", justifie Axel Persson, agent de conduite et secrétaire général du syndicat CGT des cheminots de Trappes et Rambouillet. Le syndical appelle à la grève pour le pont du 8 mai. La CGT-Cheminots emboîte le pas à Sud-Rail, qui appelait déjà les contrôleurs à faire grève le mercredi 7 mai et les vendredi 9, samedi 10 et dimanche 11 mai.

Jamais de bon moment pour une grève,!

Il faut se battre pour mettre fin *"à la politique qui consiste à vouloir modifier en permanence à la dernière minute les horaires de travail de manière à adapter le sous-effectif existant à la gestion du personnel",* argumente Axel Persson. *"Il y a des changements de commandes à la dernière minute et parfois là où on devait rentrer chez soi à 14h, finalement on rentrait à 20h du soir, ce qui rend impossible l'organisation d'une vie privée digne de ce nom."* Pour lui, *"ce sont ces deux motifs qui sont les moteurs de la grève qui s'annonce puissante dans ces deux corps de métiers que sont la conduite et le contrôle".*

Sur la revalorisation salariale des conducteurs, la CGT appelle à revoir *"ce système de primes qui existe depuis des dizaines d'années à la SNCF".* Un système *"injuste, archaïque"* or ces *"primes n'ont pas été revalorisées alors que le nombre de kilomètres que nous parcourons à la tête de nos trains a augmenté".* Ces *"primes sont censées rémunérer la productivité".*

"Il n'y aura jamais de bon moment de la part de ceux qui s'opposent aux grèves. Le bon moment pour une grève c'est quand les salariés ont décidé de la mener et ce sera la semaine du 1er mai. La direction a un mois pour trouver une solution", lance le secrétaire général du syndicat CGT des cheminots de Trappes et Rambouillet.

Un collectif influent de contrôleurs avait aussi rejoint le 5 avril l'appel à la grève de Sud-Rail, pour des revalorisations et une meilleure organisation du travail. C'est ce groupe informel de contrôleurs qui était à l'initiative des grèves très suivies de Noël 2022 et de février 2024. "

EUROKERA À CHIERRY (AISNE) : 83 SUPPRESSIONS D'EMPLOI, LES SALARIÉS EN GRÈVE !

L'usine de vitrocéramique EuroKera Chierry est en grève depuis lundi 10 mars 2025. Le plan de sauvegarde de l'emploi menace 83 des 295 emplois.

« Nous demandons la présence de l'expert, que nous avons nommé, pour nous assister dans le cadre du PSE, comme nous en avons le droit. » Et *« la direction refuse, elle refuse de signer l'accord de méthode ».*

Devant le poste de garde et entourés de plusieurs dizaines de salariés de l'usine EuroKera, Candy Crapat, délégué CGT, Norbert Pommera, délégué FO, et Laurent Bricoteau, délégué CFDT, indiquent que la totalité ou presque des agents de production sont en grève depuis le milieu de l'après-midi. La production est à l'arrêt, précisaient-ils.

HÔPITAL DE LISIEUX (CALVADOS) : LA CHIRURGIE EN GRÈVE ILLIMITÉE POUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL !

Deux préavis de grève illimitée ont été déposés par les syndicats du centre hospitalier de Lisieux, depuis mardi 15 avril 2025. Le regroupement des services de chirurgie, effectif depuis le 4 février 2025, a dégradé les conditions de travail des soignants et de prise en charge des patients.

Deux préavis séparés, mais des buts identiques. Au centre hospitalier, les syndicats CGT, CFDT, FO et Sud, réunis en intersyndicale, et le syndicat Unsa, ont déposé des préavis de grève illimitée qui ont démarré le mardi 15 avril 2025.

Ils dénoncent unanimement le regroupement des services de chirurgie, en vigueur depuis le 4 février. *« Les conditions de travail et de prise en charge se sont nettement dégradées, décrit un militant syndical. Malgré les nombreuses alertes transmises par les professionnel-les, les organisations syndicales et, plus récemment, les chefs de service de chirurgie, la direction ne semble pas prendre la mesure des difficultés. »*

Des équipes « en souffrance !

Avant de détailler : *« Le capacitaire est gelé à 33 lits (36 lits au maximum pour ce service), mais sans les moyens pour les faire fonctionner sereinement.*

Conséquences : les patients relevant pourtant d'une hospitalisation chirurgicale seront déplacés dans d'autres services. Cela détériore leur prise en charge et surcharge les équipes voisines. Les équipes sont en souffrance, épuisées et démotivées. La fusion des chirurgies ne doit pas se faire au détriment des patients ; ni des professionnel-les » .

Cette situation n'est pas sans risque pour les patients. D'après les représentants du personnel, des *« incidents répétés »* se seraient récemment produits lors de préparatifs d'opérations chirurgicales.

ABSURDITÉ ET MÉPRIS DE CLASSE : CITÉ SCOLAIRE DU TRIANGLE DE GONESSE !

Après avoir tenté d'implanter un centre pénitentiaire dans cette zone, situé au bout des pistes des aéroports de Roissy et du Bourget, le gouvernement tente aujourd'hui d'y construire une cité scolaire centrée sur l'agriculture et l'agro-alimentaire.

2.300 élèves, dont 200 en internat, des centaines de membres de personnels, 20 logements de fonction... en plein champ, sous le bruit des avions, sur un site où le Plan d'Exposition au Bruit (PEB) interdit toutes constructions d'habitats permanents...

Inadmissible

Ce projet, s'il voit le jour, imposera aux personnels et aux élèves, des conditions de vie et d'apprentissage insupportables.

À grand renfort de communication dont l'hypocrisie est flagrante, les « *décideurs* » tentent de nous imposer un projet aussi absurde que coûteux. Sous le prétexte fallacieux de soutenir l'agriculture et « *d'aider les jeunes à acquérir des compétences* », la région et le gouvernement s'appêtent à supprimer 110 hectares de terres extrêmement fertiles...cherchez l'erreur ! Faire la part belle aux intérêts privés au détriment de l'agriculture et des élèves. D'un côté, un mystérieux « *investisseur belge* » (dont la préfecture a refusé de nous communiquer le nom) se serait positionné pour construire entrepôts et magasins, s'accaparant ainsi 10 hectares sur le périmètre de la future zone à construire.

De l'autre, on retrouve la chambre d'agriculture d'Île de France, complice du projet, cette dernière se frotte les mains. Le patronat agricole n'attend qu'une chose, pouvoir vendre à bon prix les terres situées au sud de la future cité scolaire.

Non seulement ce projet va à l'encontre d'une utilisation rationnelle des ressources naturelles. Mais il révèle aussi le profond mépris de classe qui anime ses défenseurs. A l'inverse des logiques capitalistes, la Cgt lutte pour un monopole public de l'enseignement professionnel, permettant d'acquérir des qualifications reconnues dans des conventions collectives de haut niveau. Opposée aux intérêts égoïstes, la Fnaf-Cgt lutte pour une véritable planification de la production alimentaire et ce, des champs jusque dans nos assiettes.

OWENS-ILLINOIS : GÉANT MONDIAL DU VERRE, SACRIFIE UNE FOIS DE PLUS L'HUMAIN SUR L'AUTEL DE LA RENTABILITÉ !

Le couperet vient de tomber !

Ce ne sont pas moins de **556 postes qui sont touchés**, dans une logique de restructuration brutale, dont 316 seront purement et simplement supprimés.

-À Vergèze, c'est la sentence la plus lourde : fermeture de l'usine, **164 salariés jetés à la rue**.

-À Vayres, le four 1 est arrêté, avec **81 suppressions de postes à la clé**.

-À Gironcourt, **26 emplois sont supprimés** sous couvert de réorganisation.

- À Puy Guillaume, ce sont **22 postes qui disparaissent**.

- À Reims, **8 travailleurs de moins**.

Et même le siège social n'est pas épargné : **15 suppressions d'emplois**.

La direction tente d'enjoliver ce plan en annonçant 52 repositionnements, 96 modifications de postes et 188 créations. Mais les chiffres sont clairs : le bilan est celui d'un désastre social. Ces décisions sont le fruit d'une stratégie purement financière, sans aucune considération pour les salarié·es ni pour l'avenir de l'industrie verrière en France. La CGT refuse de voir des vies brisées, des familles frappées, des territoires fragilisés. Pendant que les actionnaires engrangent les profits, les salarié·es trinquent. O-I joue les fossoyeurs d'emplois, alors que le savoir-faire de ses équipes n'a jamais failli.

La CGT dénonce une logique de démantèlement planifié et appelle l'ensemble des salarié·es à se mobiliser sur tous les sites pour faire barrage à cette politique destructrice. Nous exigeons :

- Le maintien des sites et des emplois,
- La transparence sur la stratégie industrielle,
- Une véritable concertation avec les représentants du personnel,
- Et des garanties sociales fortes pour tous les salarié·es concerné·es.

SAINT-ETIENNE (LOIRE) : LA GRÈVE DES ÉBOUEURS CONTINUE !

La grève des éboueurs entre dans sa deuxième semaine à Saint-Etienne. Une assemblée générale des agents a eu lieu tôt lundi 14 avril, pour décider de la poursuite du mouvement. Un rassemblement a également été organisé le matin devant le siège de la métropole.

"Les agents ont répondu présents pour le suivi du mouvement, ils repartent pour une semaine à l'unanimité. C'est un mouvement qui nous touche tous, ce sont nos conditions de travail", a expliqué lundi matin Mickaël Chambas, secrétaire général CGT Saint-Etienne Métropole. "On a tous conscience des risques qu'on prend et du danger auquel on est exposé. On est là, on ne lâche pas, on va se battre jusqu'au bout", ajoute ce dernier. La grève a été reconduite jusqu'à dimanche.

Les agents en grève, qui affichent leur détermination, attendent des *"propositions concrètes"* de la part de la collectivité. La grève pourrait prendre fin si les grévistes obtiennent des avancées à l'occasion de ces premières négociations.

Durant la première semaine de grève, seuls 2 des 33 camions de la régie publique de la métropole stéphanoise ont effectué une tournée de ramassage des ordures. Le secteur touché concerne Saint-Etienne, mais aussi sa couronne stéphanoise, l'Ondaine et le Gier.

Conditions de travail !

En avril 2023, ces agents de collecte des déchets avaient fait une grève de 13 jours. Deux ans plus tard, leurs revendications n'ont pas changé. Les éboueurs stéphanois jugent leurs conditions de travail de plus en plus difficiles et dangereuses.

"On met en avant des problématiques d'insalubrité dans la ville et nos conditions de travail. La fréquence de collecte des déchets a été changée et n'est pas du tout adéquate. L'accès en déchèterie pour les habitants se durcit avec une usine à gaz administrative. Ce qui fait qu'on retrouve dans les poubelles pas mal de déchets qui devraient être en déchetterie (...) Tout se retrouve dans les poubelles noires et on est exposé à des risques pour notre santé, plus importants qu'avant", a expliqué Mickaël Chambas, secrétaire général CGT Saint-Etienne Métropole.

"On met en avant des problématiques d'insalubrité dans la ville et nos conditions de travail. La fréquence de collecte des déchets a été changée et n'est pas du tout adéquate. L'accès en déchèterie pour les habitants se durcit avec une usine à gaz administrative. Ce qui fait qu'on retrouve dans les poubelles pas mal de déchets qui devraient être en déchetterie (...) Tout se retrouve dans les poubelles noires et on est exposé à des risques pour notre santé, plus importants qu'avant", a expliqué Mickaël Chambas.

L'agent évoque notamment une refonte des tournées avec une charge de travail ventilée sur cinq jours au lieu de six. Soit une charge de travail supplémentaire par agent.

Sans compte la question des équipements et de la sécurité. Les agents redoutent aujourd'hui d'avoir à ramasser des sacs déposés près des bacs. Leur crainte : trouver des seringues, du verre ou des objets coupants...

DERNIÈRE MINUTE : la ville de Saint-Étienne fait appel à des entreprises privées pour ramasser les sacs au sol !

Chaque jour, ce sont en moyenne cinq camions qui sillonnent la ville pour ramasser *"les sacs poubelle se trouvant autour des bacs de collecte d'ordures ménagères"*. Les trois entreprises sollicitées n'ont **pas le droit de vider les conteneurs car cela reviendrait à casser la grève des agents.**

La ville dépense 60.000 euros pour ces collectes !

La CGT dénonce *"l'inaction"* de Saint-Étienne Métropole.

De son côté, la CGT signe un communiqué dans lequel le syndicat dénonce l'échec des négociations lors des discussions avec des élus de l'agglomération lundi 14 avril. *"Alors que l'exécutif métropolitain prétend vouloir 'sortir de l'impasse', il s'enferme dans l'inaction, et laisse pourrir la situation. Littéralement."*

*"Si malgré l'intervention d'entreprises privées, les rues restent submergées par les déchets, c'est bien parce que **notre mobilisation est juste et parfaitement fondée**", estime la CGT. "Nous refusons d'être désignés comme les responsables de cette crise. Nous la subissons autant que la population."*

Le syndicat rappelle avoir demandé un *"calendrier clair, immédiat, à la hauteur de l'urgence sanitaire et sociale. Nous attendons toujours une réponse..."*

LE CAPITALISME ENGENDRE LA PAUVRETÉ !

En décembre 2024, le rapport de l'Observatoire des inégalités révélait que 8 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté en 2023, soit 5,3 millions de personnes, un chiffre en constante hausse depuis le milieu des années 2000 et qui a bondi ces dernières années. Les personnes les plus touchées par la précarité sont les chômeurs, les étudiants et les femmes.

Pour rappel, une personne est considérée comme pauvre si elle touche **moins de 940 euros par mois**, ce qui correspond à la moitié du revenu médian des Français.

L'aggravation de la pauvreté est à la fois due à la baisse des revenus et des aides en 2022, mais également à l'augmentation brutale du coût de la vie. **Les prix alimentaires ont encore augmenté de 7 % en 2023 et ceux de l'énergie de 23 %.**

La précarité et le chômage jouent un rôle majeur !

Un quart des chômeurs sont pauvres. Les inactifs non retraités sont 22,1 % à vivre sous le seuil de pauvreté. En comparaison, 2,9 % des salariés sont pauvres, ainsi que 12,5 % des indépendants. Toutefois, comme le rappelle l'Observatoire des inégalités, travailler ne protège pas complètement : 1,1 million de travailleurs ont un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté, ce qui représente autour de 4 % des personnes en emploi.

« ***L'extrême misère*** » persiste également en France. **330 000 personnes n'ont pas de domicile et vivent à la rue, à l'hôtel social ou en centre d'hébergement.**

Le rapport souligne également la très large solidarité professée et plébiscitée par les Français, malgré le prisme déformant des médias et discours politiques. Ainsi, seuls 12% des Français estiment que l'Etat en fait trop pour les plus démunis, selon le ministère des Solidarités (donnée 2023).

Ces 5,3 millions de personnes enfermés par le patronat et l'Etat dans la pauvreté et le dénuement vivent la guerre sociale à son paroxysme. Ces travailleurs, avec ou sans emploi, actif comme retraité, avec ou sans papiers, sont de notre camp et de notre classe. La bataille pour l'amélioration des conditions de vie fait écho à la lutte pour une vie meilleure, pour tous et toutes. Ce combat passe par la solidarité en action, l'organisation, notamment avec les Comités chômeurs et précaires CGT, la lutte contre la guerre aux pauvres et aux chômeurs menée tambour battant par le gouvernement et le Medef.

STELLANTIS / POISSY (YVELINES) : LES SALARIÉS SE MOBILISENT CONTRE UNE "FERMETURE PROGRAMMÉE" DE LEUR USINE !

Quel avenir pour le site industriel de Stellantis à Poissy, dans les Yvelines ? Mardi, près de 200 salariés ont débrayé dans le cadre d'*"une première action collective contre la fermeture de l'usine"*. De quoi perturber la chaîne de montage, *"complètement à l'arrêt pendant près de trois heures"*, avec 165 voitures produites *"au lieu des 231 véhicules prévus"*.

"Et c'est nouveau, mardi, tous les sous-traitants ont débrayé avec nous. Derichebourg, Trigo, Veolia... Ils contribuent à la vie de l'usine, et ont le même raisonnement. Si le site ferme, leur travail est aussi menacé", poursuit un responsable syndical. Ce mouvement social s'inscrit dans un contexte de grande incertitude autour du dernier grand site de production automobile en Ile-de-France. Les ouvriers grévistes demandent notamment des garanties sur le maintien de leur emploi et de l'activité à moyen terme. Soit des assurances pour « *l'après-Mokka* », la production du SUV compact de la marque Opel étant prévue jusqu'en 2028.

S.D.I.S MARNE : ENCORE LE DROIT DE MANIFESTER, MAIS EN SILENCE !!

Le syndicat CGT au sein des pompiers de la Marne a reçu un PV suite une manifestation organisée en mars à Châlons-en-Champagne, jugée trop bruyante. Il a été verbalisé à une amende de 150 euros.

Une manifestation trop bruyante. Voilà ce qui est reproché au syndicat CGT des pompiers de la Marne après un rassemblement devant le siège du conseil départemental de la Marne le 21 mars dernier.

Si l'action remonte bientôt à un mois, le syndicat a appris il y a seulement quelques jours sa verbalisation pour *"bruit ou tapage injurieux troublant la tranquillité publique par l'utilisation d'un système tonne fort customisé"*, comme l'indique le syndicat qui cite, dans un communiqué daté du 14 avril, les termes utilisés dans le procès-verbal.

"C'est un appareil qui fonctionne à gaz et qui est utilisé pour effrayer les oiseaux dans les champs. Il fait des petites explosions plus ou moins fortes", détaille le 15 avril Mario Santin, secrétaire général de la CGT au sein du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de la Marne. *"Le commissaire a trouvé que c'était trop fort. Bizarrement, la manifestation des agriculteurs plusieurs semaines avant, ce n'était pas fort. Nous par contre c'était trop fort"*, souffle-t-il.

Depuis plusieurs mois, des syndicats du SDIS se mobilisent pour dénoncer des manques d'effectifs. Le 21 mars, la CGT avait appelé à se rassembler devant le conseil départemental, qui avait décidé dans son budget 2025 de diminuer la dotation qu'il accorde aux pompiers. Entre le budget voté pour 2024 et celui de 2025, la somme allouée au service d'incendie, d'environ 20 millions d'euros, a ainsi été **réduite d'environ 440.000 euros, une baisse inédite depuis au moins sept ans.**

Sur place, un commissaire a voulu, selon la CGT, confisquer le matériel avant de renoncer. Le syndicat pense alors que cela n'ira pas plus loin. Mais finalement, c'est par courrier qu'il apprendra qu'il est redevable d'une amende de 150 euros à laquelle s'ajoutent 62 euros de frais.

Un "excès de zèle" !

"Cela a été envoyé au camarade qui s'occupait de l'appareil. Ils ont retrouvé son nom alors qu'il n'y avait que le mien sur la déclaration de rassemblement. Donc il a été dénoncé par quelqu'un", assure Mario Santin. Le représentant syndical indique avoir pris contact avec un avocat pour envisager un recours.

Cet "excès de zèle", comme il le qualifie est une première. "Si on ne peut pas manifester en se faisant entendre, je ne vois pas comment on va pouvoir s'exprimer." Il assure que le rassemblement "était pacifique" et "se passait très bien".

La CGT a déposé un préavis de grève qui court jusqu'à la fin du mois d'avril. "Il sera reconduit tous les mois jusqu'à ce qu'on obtienne le retour à nos effectifs normaux", promet Mario Santin. Selon le syndicat, **il manque 24 postes dans le département.**

Des recrutements devraient intervenir, selon notre interlocuteur. "On ne sait pas précisément où vont être dirigés les agents. Tout en sachant qu'il manque du personnel sur l'ensemble des gros centres du département : Épernay, Châlons-en-Champagne, Reims et Vitry-le-François."

Pour se faire entendre, la CGT a déjà prévu des distributions de tracts sur les marchés ou à des carrefours pour informer la population plus directement. Elle réfléchit aussi à de nouveaux rassemblements après les vacances scolaires. "On fera toujours du bruit", assure le représentant syndical.

MONDE

BELGIQUE : GRÈVE GÉNÉRALE !

Le 29 avril, une nouvelle journée de « grève générale » est prévue en Belgique. Après une manifestation record le 13 février à Bruxelles et une première journée largement suivie le 31 mars, le mouvement syndical tente de stopper les mesures d'austérité et de régression sociales voulues par le gouvernement.

Retour sur le mouvement en cours.

Le 31 mars 2025, c'était « grève générale » en Belgique ! Dans ce pays, ce terme signifie surtout une grève interprofessionnelle. Monde de la culture, enseignants, soignants et même les policiers ont cessé le travail. La circulation aérienne était largement bloquée et le service public ferroviaire a été contraint d'appliquer le service minimum. Une carte syndicale en ligne indiquait quel piquet rejoindre « près de chez vous » et des « piquets volants » ont obligé de nombreux commerces à fermer. Un mouvement très suivi : cela fait dix bonnes années qu'on n'en a pas vu de tel dans le pays.

Mais comment en est-on arrivé là ?

Depuis la fin d'année 2024, un vaste mouvement social est en cours dans le pays. Le 13 décembre, Les syndicats donnent rendez-vous un mois plus tard. Le 13 janvier 2025, 30.000 manifestants se rassemblent dans la capitale européenne. Le renforcement de la mobilisation doit alors beaucoup à la forte grève des enseignants flamands. Malgré tout, le 2 février de Bart de Wever, un nationaliste flamand ancré très à droite devient Premier Ministre. L'accord de gouvernement confirme les craintes des syndicats. Sur 200 pages, le gouvernement égraine les mesures de régressions sociales. Et dans son préambule Bart de Wever répète une petite musique que l'on connaît aussi très bien en France : « *Notre situation budgétaire est préoccupante. La charge fiscale pesant sur les travailleurs est trop élevée. La compétitivité de nos entreprises est mise à mal. Nous ne parvenons pas à mettre suffisamment de personnes au travail alors que notre taux d'emplois vacants est le plus élevé d'Europe* ».

Solution ?

« *Flexibilité débridée, violation des accords sociaux* », dénonce la FGTB. Pour faire des économies, le gouvernement prévoit de rogner sur les retraites, les allocations chômage et l'allocation d'insertion ou encore de s'en prendre au statut des cheminots ou des intermittents. Le gouvernement annonce également vouloir réduire l'immigration. Selenia Carbonero Fernandez, secrétaire fédérale de la FGTB, insiste : « Une des principales mesures du gouvernement, c'est que les travailleurs gagnent au moins 500€ de plus que les chômeurs. Mais ils veulent créer ce différentiel en réduisant les droits des chômeurs ! Nous y sommes fermement opposés. C'est pareil pour les retraites : on va travailler plus pour gagner moins. »

Les syndicats organisent alors une mobilisation nationale à Bruxelles le 13 février. Le succès est au rendez-vous : plus de 100.000 participants. La journée est qualifiée « **d'historique** ». Dans la foulée, la grève générale du 31 mars vient confirmer la force du mouvement, même si le syndicat libéral CGSLB n'appelle pas à la rejoindre. « *Ils ne nous suivent jamais sur le mot d'ordre de grève générale* ».

Quelles perspectives pour la lutte ?

Regonflés par des journées réussies, la FGTB et la CSC appellent à une nouvelle journée de grève générale et de manifestations le 29 avril.

Trop tardif pour faire plier le gouvernement ?

« *En réalité, il y a des grèves et des actions sectorielles toutes les semaines. Les fonctionnaires, et notamment les enseignants wallons, luttent contre la fin de la statutarisation, décrypte Sélénia Carbonero-Fernandez. Les cheminots ont acté deux jours de grève par mois. Les secteurs du soin, du non marchand, de la culture, se mobilisent le 22 mai. Comme le gouvernement s'attaque à la fois aux droits communs des travailleurs, comme les*

retraites ou les allocations chômage, mais aussi à des secteurs en particulier, il nous faut essayer de penser un calendrier qui permette au spécifique et au global de s'articuler ».

Pour le 29 avril, la stratégie syndicale diffère légèrement. « *Cette fois, on ne multipliera pas les piquets devant les entreprises mais on s'appuiera sur des rassemblements dans plusieurs villes du pays pour aller à la rencontre des citoyens. C'est difficile d'appeler plus souvent à des grèves générales car on doit aussi faire avec la réalité de chaque secteur. C'est facile de décréter une grève, l'organiser c'est autre chose* », explique la syndicaliste.

Avec 1,5 millions d'adhérents à la FGTB, autant à la CSC, et environ 300 000 pour les libéraux de la CGSLB, **la Belgique affiche pourtant un taux de syndicalisation de près de 50%**. Si ce taux est cinq fois supérieur au taux français, ce n'est pas pour autant que les grèves reproductibles fleurissent.

Reste que le syndicalisme belge n'est pas qu'un long fleuve tranquille. En témoigne la condamnation du secrétaire général de la FGTB, Thierry Bodson, et d'autres syndicalistes pour le blocage d'une autoroute en 2015. Récemment, la CSC s'est également inquiétée des violences envers les grévistes.

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :
Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement